

Le nombre de mouvements populaires à travers le monde ne cesse d'augmenter de jours en jours et cela se traduit par des occupations de rues mises à feu et à sang. Quels significations peut-on leur donner ?

Après la place Taksim, les brésiliens sortent à leur tour dans la rue. Le Brésil, pourtant pays émergent BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) rejoint ainsi les peuples qui se soulèvent comme en Europe centrale, en Russie, dans le monde Arabe, aux USA, en Grèce, en Chine, en Espagne, au Chili, en France et dans bien d'autres pays....

La liste de ces soulèvements ne cesse d'augmenter comme augmente partout la répression, institutionnalisée et donc légitimée, des forces de l'ordre avec des moyens considérables nourrissant l'état quasi insurrectionnel. Les manifestants sont repoussés à coup de bombes lacrymogènes, de canons à eau, de balles en caoutchouc et dans cette confrontation, les interpellations se succèdent ainsi que des blessés et des morts.

Les révoltes de ces citoyens se radicalisent aussi, dans un activisme de protestation politique touchant différents continents et couches sociales. Cette facette de la mondialisation est un cri de colère qui trouve son origine dans une crise multiforme, économique, sociale, démocratique, provenant d'un ultralibéralisme planétaire rouleau compresseur.

Ces frondes civiles ne sont pas dépolitisées, dans le sens étymologique du terme, mais bien au contraire, c'est une crise de l'action politique au cœur de la Cité-Monde.

En effet, l'une des particularités de ces frondes, c'est qu'elles sont transnationales, transcontinentales et l'immédiateté de l'image, de l'information, de sa diffusion, notamment par la toile, via les réseaux sociaux, augmentent de façon exponentiel son impact. Elles sont rapides, en nombre et en continue.

Nostalgie d'un passé à la saveur des trente glorieuses (1945-1973), recherche de nouveaux équilibres politique nationaux et internationaux (gauche/droite ; nord/sud), partage des ressources naturelles et des richesses qu'elles produisent, les citoyens veulent une distribution avec des parts plus juste et plus équitable, en dehors des organisations de « papa », partis politique, syndicats, lobby... Une horizontalité de l'action tentent de prend « la place » d'une verticalité de la décision.

Toutes les phases de la vie privée et professionnelle sont synonymes d'insécurité, le chômage et le pouvoir d'achat, la santé et l'alimentaire, les libertés individuelles et collectives.... L'espoir d'un lendemain qui chante s'éloigne de plus en plus nourrissant, l'individualisme, le repli sur soi et l'exclusion des autres.

L'intérêt usurier est arrivé à son paroxysme (spéculation/virtualité) et il ne produit plus l'effet escompté. Seuls quelques pays rentiers, assis sur une manne importante de matières première

ou énergétiques et disposant d'un fort pouvoir de police/dissuasion, tentent de sauver la face. Les systèmes politiques de bons nombres de pays font face à un déni de confiance et pas uniquement dans les dictatures.

Dans les pays « démocratiques », la défiance est orientée vers les élites politiques et elle se traduit par des abstentions importantes lors des consultations électorales. A l'échelle internationale, Banque mondiale, FMI, BCE, ONU, CPI sont devenues illégitimes par la distance politique avec les citoyens tant au niveau économique que pour défendre la primauté du Droit. Seul les marchés et la finance sont décideurs. Sur France info, des directs sur la bourse toute la journée ! A la télévisions BFM tv Business jusqu'au milieu de la nuit ! Pour les citoyens de la Cité-monde, il ne reste plus qu'à subir, crises après crises, jusqu'aux générations suivantes. L'avenir est bouché et sans horizons.

Les pays démocratiques, et encore plus les régimes totalitaires, sont littéralement dépassés par une situation qui leur échappe et qui se complexifie par une accélération de particules de citoyens et de micros situations.

Cette situation globale ouvre le champ des possibles. De nouvelles formes organisationnelles et structurantes doivent émerger. Véritables Start Up, elles seront innovantes, flexibles, horizontales et verticales, locales et globales. Elles doivent être en définitive citoyennes et universelles.

Qu'on l'appelle « néocratie », « adhocraie » ou « autocratie », l'approche doit permettre de repenser les antinomies et les contradictions contemporaines. Son paradigme doit être multidimensionnel favorisant l'émergence de nouveaux rails de la pensée. Ce nouveau monde se fera loin du déclin déjà programmé des partis politique classiques, des syndicats sclérosés et des médias-mensonges...

La fracture entre les élites politiques et la société civile est irréversible. Faiblesse politique et inquiétudes au quotidien se traduisent la veille des échéances électorales. Le temps d'une nouvelle gouvernance doit évoluée vers un nouveau projet visionnaire, intégrateur et fédérant les différences.

Nanterre, le 1 juillet 2013

Laredj BENYOUB